EQUAL RIGHTS AMENDMENT

COMBATTANTES

DE MÉRES EN FILLES

Depuis près d'un siècle, des féministes américaines se battent sans relâche pour inscrire l'égalité femmes-hommes dans la Constitution. En devenant le 38° État à ratifier l'Equal Rights Amendment (ERA), la Virginie a rendu cela possible. Rencontre avec les activistes qui pourraient avoir fait basculer l'Histoire.

Par HÉLÈNE GUINHUT, à Washington DC Photos SUSANA RAAB/INSTITUTE ARTIST pour Causette



Ce lundi après-midi, une bande d'ados arpente les couloirs du Congrès à Washington DC. Sitôt les cours terminés, ils et elles se sont échappé·es de leur lycée d'Arlington, en Virginie, pour sauter dans le métro, direction la capitale fédérale. Guidé par Rosie Couture, lycéenne de 16 ans dont la parole fuse aussi vite que les idées, le groupe scrute le plan des bureaux, puis se dirige avec détermination vers celui d'un sénateur de Caroline du Sud. Entre deux ascenseurs, les ados répètent un texte scrupuleusement rédigé. Dans les dédales du Sénat, Rosie est à son aise : « Ça, c'est le bureau de Christopher Coons, un de nos plus gros succès puisqu'il nous soutient... Ah, ça c'est celui de James Inhofe, on ne peut pas vraiment dire qu'il soit pro-ERA. » Quand les lycéen·nes arrivent devant le bureau de leur cible, le sénateur Tim Scott, ils·elles déposent leurs sacs à dos et font leur entrée. Face à un conseiller, les jeunes expliquent la raison de leur venue. « Nous faisons partie de GenERAtion Ratify, nous sommes là pour vous dire que vos administrés souhaiteraient que vous ratifiiez l'Equal Rights Amendment [amendement sur l'égalité des droits, ndlr]. » Le pitch dure moins de cinq minutes, le conseiller promet

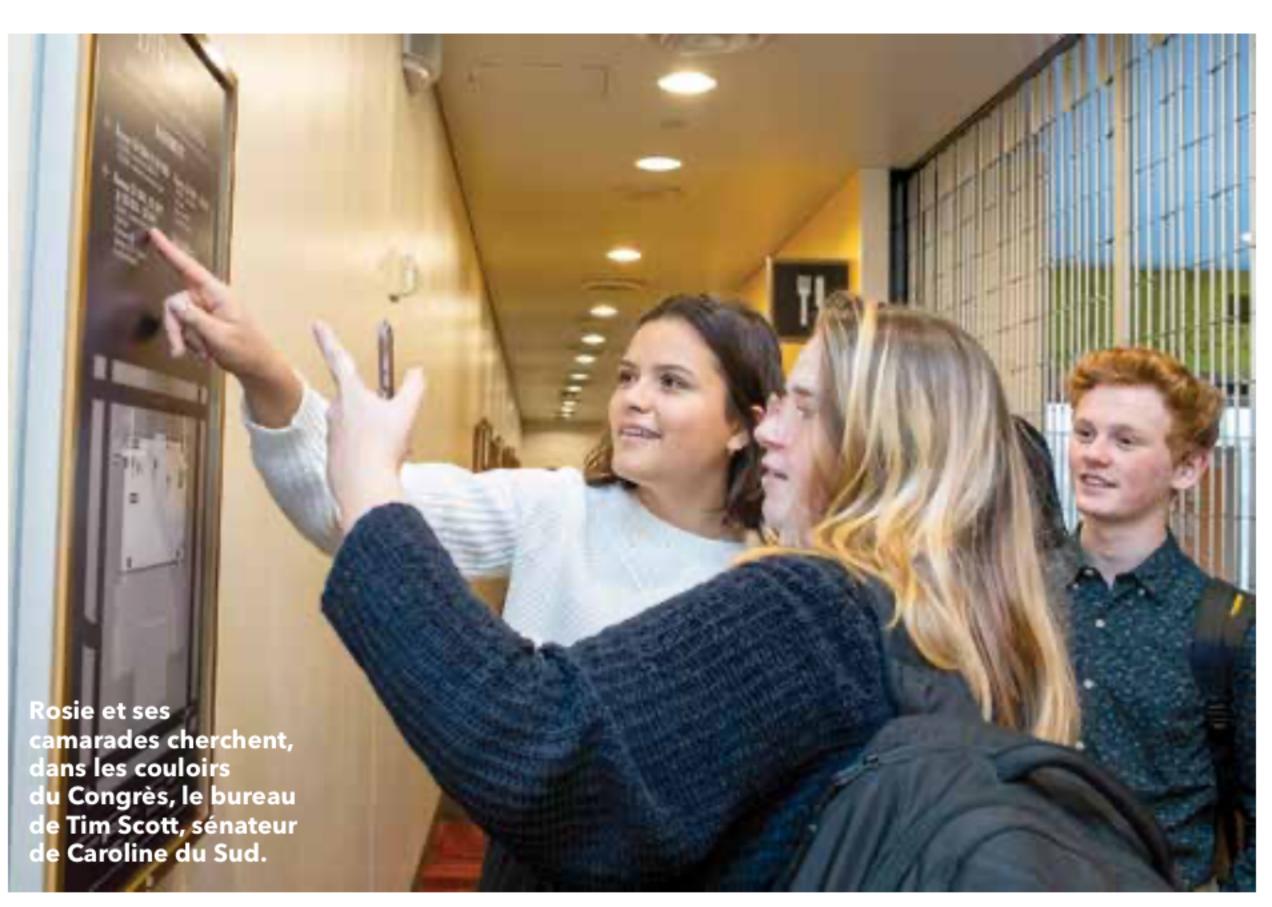
de faire passer le message. Plus loin, le rituel se répète dans le bureau de Lindsey Graham, sénateur notoirement conservateur. L'accueil est glacial, mais les ados sont ravi·es, leur mission est accomplie.

Bébés lobbyistes

Quand la plupart des jeunes de son âge n'ont jamais entendu parler de l'Equal Rights Amendment (ERA), Rosie Couture y consacre tout son temps libre. En juillet 2019, elle a cofondé l'organisation GenERAtion Ratify, mobilisant un groupe de bébés lobbyistes pour un texte juridique méconnu. Aux États-Unis, 72 % des Américain es sont persuadé es que l'égalité femmes-hommes est inscrite dans la Constitution*. Sauf que... ce n'est pas le cas. Alors

que la grande majorité des pays développés portent cette mention dans leur texte suprême, le pays est resté à la traîne. En 1923, Alice Paul, déjà à l'origine du 19e amendement accordant le droit de vote aux femmes, a proposé l'Equal Rights Amendment selon lequel « l'égalité des droits en vertu de la loi ne peut être déniée ou restreinte, ni par les États-Unis ni par aucun État, en raison du sexe ». Pourquoi donc ce texte, pourtant si simple, n'est jamais entré en vigueur ? Une frise chronologique pourrait résumer son histoire. En 1972, l'ERA est voté par le Congrès. Comme le prévoit le processus législatif américain, il doit être ratifié par trente-huit États pour être adopté. Pour compliquer la tâche des féministes, les législateurs imposent une date limite pour récolter les trente-huit ratifications : 1979. Un délai ensuite repoussé à 1982. Mais c'est le 27 janvier 2020 que le nombre magique a été atteint, la Virginie devenant le trente huitième État à voter le texte. La date limite était dépassée, mais l'espoir était revenu.

Ce jour-là, tous les yeux se sont tournés vers la Virginie. Pour le vote au Capitole de Richmond, la capitale de l'État, \to



Causette # 110 49



 \downarrow

des féministes de toutes générations étaient réunies. Des élues avaient amené leurs enfants, des grand-mères leurs petites-filles. Certaines arboraient la même écharpe que dans les années 1970, d'autres portaient du violet, couleur des suffragettes. « La Virginie a toujours été du mauvais côté de l'Histoire, Richmond était la capitale de l'État confédéré, une des villes les plus impliquées dans le commerce des esclaves aux États-Unis, pour une fois nous étions du côté du progrès », s'enthousiasme Kati Hornung, responsable de la campagne VAratifyERA. Pat Fishback, 80 ans et membre de l'ERA Ratification Council, a consacré toute sa vie à cette bataille. « Nous n'avons jamais laissé notre détermination faiblir. Même une fois la date limite dépassée, nous avons continué à manifester, à organiser des fêtes pour l'anniversaire de Susan B. Anthony [célèbre suffragiste], à mettre la pression sur les élus. J'aurais tellement aimé que Flora Crater, la fondatrice de l'ERA Ratification Council, puisse être là pour voir ça... »

Au temps des manifs des seventies

À 74 ans, Donna Granski est aussi une figure du mouvement. « J'ai déménagé en Virginie en 1978. J'avais vécu dans le Connecticut, le Maryland, à New York, trois États qui avaient déjà ratifié l'ERA. Je me rappelle avoir demandé au politique John Watkins: mais qu'est-ce qui se passe ici ? À l'époque, il m'a répondu que ça prendrait quarante à soixante ans

"Je rêve de ce jour où l'égalité pour mes petites-filles sera entérinée dans la **Constitution**"

Donna Granski, figure du mouvement ERA



avant d'être ratifié. Ma réaction a été immédiate : j'y arriverai! » Donna se souvient des manifestations aux côtés de la célèbre féministe Gloria Steinem, des cars qui transportaient par centaines les militantes pour marcher dans l'État voisin de Caroline du Nord ou à Washington DC, les veillées silencieuses devant le Capitole. « Pour ne pas attiser l'animosité, nous avions une approche très féminine. Nous portions des bottines en cuir et des robes blanches malgré la neige... » Elle n'a pas non plus oublié la violence des opposant es à l'ERA, mené·es à l'époque par la charismatique Phyllis Schlafly. « Un jour, alors que nous faisions une veillée, une de ses supportrices a craché sur ma bougie et m'a "traitée" de lesbienne. À l'époque, c'était extrêmement violent », se remémore-t-elle. Comme Pat, Donna n'a pas baissé les armes après 1982. « Comme il n'y avait pas moyen de faire passer l'ERA, nous nous sommes battues en faisant adopter des lois pour l'égalité dans l'éducation, le sport ou l'égalité salariale. Des sortes de prix de consolation. »

Urgence à l'ère Trump

Mais l'élection de Donald Trump a rendu plus pressant le besoin d'ancrer les droits des femmes dans la Constitution. Comme frappée sous un électrochoc, une nouvelle génération s'est éveillée. C'est notamment le cas de Madison, petitefille de Donna. En janvier 2017, elle s'est rendue avec sa grand-mère à la marche des femmes de Richmond. Là, elle s'est retrouvée propulsée au

premier rang par une militante sexagénaire, qui lui a collé une bannière pro-ERA dans les mains. « Bien sûr, j'avais entendu ma grand-mère en parler, mais je ne savais pas précisément ce que c'était. Puis j'ai commencé à me renseigner, j'ai rencontré ses amies activistes, participé à des manifestations,

"L'ERA obligerait les gouvernements, au niveau local et national, à réviser les **lois** discriminatoires qui existent" Kate Kelly, avocate



j'ai même fait une présentation au lycée. » Madison en parle avec passion, mais certaines s'interrogent: pourquoi donc se battre pour l'Equal Rights Amendment en 2020 ? Autour d'un pain d'épice tout juste sorti du four, Pat nous raconte le quotidien des femmes dans les années 1970. L'impossibilité d'avoir un compte en banque sans l'accord de son mari, les conservatrices qui craignaient qu'en travaillant, les femmes délaissent leurs enfants et transforment toute une génération en délinquants... Au XXIe siècle, tout ça semble révolu. Pourtant, Pat insiste : « Notre Constitution, c'est comme les fondations de ma maison. Quand j'ai voulu agrandir ma cuisine, on m'a dit que ce n'était pas possible, parce que le sous-sol n'était pas adapté. C'est la même chose, sans des fondations solides, nos droits ne sont pas garantis. » Dans le podcast Ordinary Equality, l'avocate Kate Kelly décortique, épisode par épisode, pourquoi l'ERA compte encore aujourd'hui. « Premièrement, cela obligerait les gouvernements, $\; \to \;$

REPORTAGE



"Dans les années 1970, l'ERA était important parce que ce texte disait : ne me qualifie pas d'inférieure. Aujourd'hui, nous voulons nous assurer que nous nous tenons sur une **base juridique** solide"

Vivian Watts, déléguée de la Chambre de Virginie

→ au niveau local et national, à réviser les lois discriminatoires qui existent. Par exemple, les États-Unis n'ont pas de congés maternité obligatoires, ce qui est une discrimination sur la base du sexe, parce que si les hommes avaient une condition similaire, ils bénéficieraient d'un congé. Deuxièmement, l'ERA donnerait au Congrès le pouvoir d'adopter de nouvelles lois pour protéger les femmes. Récemment, une loi interdisant les mutilations génitales féminines a été invalidée parce qu'elle était inconstitutionnelle. »

La pertinence de l'amendement n'est pas la seule chose qui a survécu aux décennies. En 2020, l'opposition à l'ERA est toujours bien vivace. Quand Kati Hornung a repris le flambeau de l'organisation VAratifyERA, il y a deux ans, elle ne s'imaginait pas rencontrer la même résistance que sa prédécesseure. Et pourtant. « J'ai entendu des élus citer la Bible, nous lancer: "Vous avez de la chance d'avoir le droit de vote"; déclarer qu'avec l'ERA, des femmes enceintes seraient obligées de faire leur service militaire, qu'hommes et femmes partageraient les mêmes toilettes ou les mêmes cellules de prison. Tout ça est absurde! » s'agace-t-elle. L'autre pierre d'achoppement concerne le droit à l'avortement. Devant la menace d'un amendement qui pourrait être utilisé pour protéger l'accès à l'IVG, les conservateurs enragent. Alors, Kati Hornung a mis en place une campagne de résistance. Transformant le sous-sol de sa maison en QG, elle a travaillé d'arrache-pied pour que la majorité démocrate l'emporte lors des élections locales de 2019, étape indispensable pour que les élus votent enfin l'ERA. Équipé de bannières identiques à celles des années 1930, son groupe

a organisé des soirées cinéma, envoyé des cartes postales à 50000 électeurs et électrices, sillonné l'État en bus pour faire de la pédagogie autour de l'ERA. Elle a même lancé l'opération « Ice Cream for Equality », équipant un minivan de glacières pour distribuer des glaces sur les campus et entamer la discussion avec les étudiant·es.

Du haut de ses 17 ans, Madison a participé à cette effervescence. Lors des soirées cinéma, elle a repris le rituel de sa grand-mère, s'habillant de blanc et brandissant une

bannière pro-ERA en silence. Sur son écharpe, elle porte les badges que Donna lui a transmis, dont une relique vieille d'un demi-siècle qui lui rappelle que c'est à elle de poursuivre le combat. En la regardant, Donna a les larmes aux yeux : « Je rêve de ce jour où l'égalité pour mes petites-filles sera entérinée dans la Constitution. Le fait que Madison ait participé à cela avec moi est incroyable. Je sais désormais que même si je ne réussis pas de mon vivant, elle portera le flambeau pour moi. »

Au Sénat et à la Chambre des délégués de Richmond,

shall not be denied of abridged by the United States of by any State on account of sex. "L'ERA repose fondamentalement sur le concept d'intersectionnalité. [...] Le texte ne spécifie pas

le sexe féminin ou masculin, il est rédigé pour tous et toutes"

Danica Roem, déléguée de la Chambre de Virginie

le vote de janvier a aussi acté ce passage de relais. Lors de son discours, la déléguée Vivian Watts, 79 ans, a brandi une photo d'elle manifestant à la fin des années 1970. Dans le même hémicycle, sa consœur Danica Roem, 35 ans, portait un collier pro-ERA que sa mère avait reçu en s'abonnant à la revue féministe Ms. en 1977. Pour Vivian Watts, le nombre d'années n'a en rien altéré la force de l'amendement. « Dans les années 1970, l'ERA était important parce que ce texte disait : ne me qualifie pas d'inférieure. Aujourd'hui, nous avons acquis des droits, mais nous voulons nous assurer que nous nous tenons

sur une base juridique solide », explique-t-elle, en soulignant le caractère collectif de cette victoire. Consciente de participer à l'Histoire, la déléguée Danica Roem a encré ce moment dans sa chair. « Je rêvais d'un tatouage depuis que je suis ado. Je voulais quelque chose de très spécial et, franchement, combien de fois dans sa vie a-t-on la possibilité d'amender la Constitution des États-Unis? » nous interpelle-t-elle, en exhibant le texte de l'ERA tatoué sur son bras. Première élue transgenre de Virginie, Danica Roem voit la force que porte aujourd'hui ce

Danica Roem, première

de Virginie, s'est fait

élue transgenre

tatouer un article

de l'amendement

sur son bras.

texte pour les personnes LGBTQ: « L'ERA repose fondamentalement sur le concept d'intersectionnalité. Transgenres, queers: aucune femme n'est oubliée. Et vous remarquerez la façon dont est écrit le texte : il ne spécifie pas le sexe féminin ou masculin, il est rédigé pour tous et toutes. »

Grâce à leur vote, en Virginie, la bataille est gagnée. Mais la guerre est désormais nationale. Les militantes doivent convaincre le Congrès d'annuler la date limite de 1982 pour que le texte devienne enfin une réalité. La Chambre des représentants a

voté dans ce sens le 13 février 2020, laissant au Sénat la responsabilité de faire de même. Sauf qu'avec une majorité républicaine, le Sénat se révèle difficile à convaincre. Rosie Couture et les adolescentes de GenERAtion Ratify ont entendu les récits de leurs aïeules, elles savent que la route sera chaotique, mais elles refusent qu'elle soit aussi longue que pour leurs aînées. Rosie est optimiste : « L'ERA sera adopté début 2021. Une fois qu'on aura élu un président et un sénat qui croient en l'égalité, ce sera chose faite. »

* Sondage The Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research.

Equal Rights Amendment: enshrining gender equality in the American Constitution

Sophie Jarreau and Hélène Guinhut April 2020

For nearly a century, American feminists have fought tirelessly to enshrine gender equality in the Constitution. By becoming the 38th state to ratify the Equal Rights Amendment (ERA), Virginia made it possible. Meet the activists who could have changed history.

This Monday afternoon, a group of teenagers roam the corridors of Congress in Washington DC. As soon as classes were over, they escaped from their high school in Arlington, Virginia, to jump on the subway, heading to the federal capital. Guided by Rosie Couture, a 16-year-old high school student whose words flow as quickly as ideas, the group examines the office plan, then heads with determination towards that of a senator from South Carolina. Between two elevators, the teenagers repeat a scrupulously written text. In the maze of the Senate, Rosie is at ease: "That's Christopher Coons' office, one of our biggest successes since he supports us... Ah, that's James Inhofe's, we can't not really saying he's pro-ERA. » When the high school students arrive in front of the office of their target, Senator Tim Scott, they drop off their backpacks and enter. Faced with an advisor, the young people explain the reason for their visit. "We are part of Generation Ratify, we are here to tell you that your constituents would like you to ratify the Equal Rights Amendment. » The pitch lasts less than five minutes, the advisor promises to get the message across. Further on, the ritual is repeated in the office of Lindsey Graham, a notoriously conservative senator. The reception is frosty, but the teenagers are delighted, their mission is accomplished.



Rosie and her comrades search the corridors of Congress for the office of Tim Scott, senator from South Carolina.

© Susana Raab/Institute Artist for Causette

Baby lobbyists

When most young people her age have never heard of the Equal Rights Amendment (ERA), Rosie Couture devotes all her free time to it. In July 2019, she co-founded the organization GenERAtion Ratify, mobilizing a group of baby lobbyists for a little-known legal text. In the United States, 72% of Americans are convinced that gender equality is enshrined in the Constitution*. Except... that's not the case. While the vast majority of developed countries have this mention in their supreme text, the country has lagged behind. In 1923, Alice Paul, already the originator of the 19th Amendment granting women the right to vote, proposed the Equal Rights Amendment according to which "equal rights under the law cannot be denied or abridged, nor by the United States or by any State, on account of sex." Why then did this text, although so simple, never come into force? A timeline could summarize its history. In 1972, the ERA was passed by Congress. As required by the American legislative process, it must be ratified by thirty-eight states to be adopted. To complicate the task of feminists, legislators imposed a deadline to collect the thirty-eight ratifications: 1979. A deadline then pushed back to 1982. But it was on January 27, 2020 that the magic number was reached, with Virginia becoming the thirty-eighth State to vote on the text. The deadline had passed, but hope had returned.

That day, all eyes were on Virginia. For the vote at the Capitol in Richmond, the state capital, feminists of all generations were gathered. Elected officials brought their children, grandmothers their granddaughters. Some wore the same scarf as in the 1970s, others wore purple, the color of the suffragettes. "Virginia has always been on the wrong side of history, Richmond was the capital of the Confederate state, one of the cities most involved in the slave trade in the United States, for once we were on the side of progress", enthuses Kati Hornung, head of the VAratifyERA campaign. Pat Fishback, 80, a member of the ERA Ratification Council, has dedicated his entire life to this battle. "We never let our resolve waver. Even after the deadline passed, we continued to demonstrate, to organize parties for the birthday of Susan B. Anthony [famous suffragist], to put pressure on elected officials. I so wish Flora Crater, the founder of the ERA Ratification Council, could have been there to see this..."

At 74, Donna Granski is also a figure in the movement. "I moved to Virginia in 1978. I had lived in Connecticut, Maryland, New York, three states that had already ratified the ERA. I remember asking politician John Watkins: what is going on here? At the time, he told me that it would take forty to sixty years before being ratified. My reaction was immediate: I will make it! » Donna remembers the demonstrations alongside the famous feminist Gloria Steinem, the buses which transported activists by the hundreds to march in the neighboring state of North Carolina or in Washington DC, the silent vigils in front of the Capitol. "In order not to stir up animosity, we had a very feminine approach. We wore leather ankle boots and white dresses despite the snow..." She has also not forgotten the violence of the opponents of the ERA, led at the time by the charismatic Phyllis Schlafly. "One day, while we were having a vigil, one of her supporters spat on my candle and "called" me a lesbian. At the time, it was extremely violent," she recalls. Like Pat, Donna did not give up after 1982. "As there was no way to pass the ERA, we fought by passing laws for equality in education, sports or equal pay. Kind of a consolation prize. »

Emergency in the Trump era

But the election of Donald Trump has made the need to anchor women's rights in the Constitution more pressing. As if struck by an electric shock, a new generation has awakened. This is particularly the case for Madison, Donna's granddaughter. In January 2017, she went with her grandmother to the Richmond Women's March. There, she found herself propelled to the front row by a sixty-year-old activist, who stuck a pro-ERA banner in her hands. "Of course, I had heard my grandmother talk about it, but I didn't know exactly what it was. Then I started to find out, I met her activist friends, participated in demonstrations, I even gave a presentation at high school. » Madison speaks about it with passion, but some wonder: why fight for the Equal Rights Amendment in 2020? Around a piece of gingerbread just out of the oven, Pat tells us about the daily lives of women in the 1970s. The impossibility of having a bank account without her husband's consent, the conservatives who feared that by working, women abandon their children and transform an entire generation into delinguents... In the 21st century, all that seems to be a thing of the past. Yet Pat insists: "Our Constitution is like the foundation of my house. When I wanted to enlarge my kitchen, I was told that it was not possible, because the basement was not suitable. It's the same thing, without solid foundations, our rights are not guaranteed. » In the Ordinary Equality podcast, lawyer Kate Kelly dissects, episode by episode, why the ERA still matters today. "First, it would force governments, at the local and national level, to review the discriminatory laws that exist. For example, the United States does not have mandatory maternity leave, which is discrimination on the basis of gender, because if men had a similar condition, they would receive leave. Second,

the ERA would give Congress the power to pass new laws to protect women. Recently, a law banning female genital mutilation was struck down as unconstitutional. »

The relevance of the amendment is not the only thing that has survived the decades. In 2020, opposition to the ERA is still very much alive. When Kati Hornung took over the VAratifyERA organization two years ago, she did not imagine encountering the same resistance as her predecessor. And vet. "I have heard elected officials quote the Bible and tell us: "You are lucky to have the right to vote"; declare that under the ERA, pregnant women would be forced to do military service, that men and women would share the same toilets or the same prison cells. This is all absurd! » she gets annoyed. The other stumbling block concerns the right to abortion. Faced with the threat of an amendment that could be used to protect access to abortion, conservatives are enraged. So, Kati Hornung set up a resistance campaign. Transforming the basement of her house into her headquarters, she worked hard to ensure that the Democratic majority won in the 2019 local elections. an essential step for elected officials to finally vote for the ERA. Equipped with banners identical to those of the 1930s, his group organized movie nights, sent postcards to 50,000 voters, and traveled the state by bus to educate about the ERA. She even launched the "Ice Cream for Equality" operation, equipping a minivan with coolers to distribute ice cream on campus and start discussions with students.

At the age of 17, Madison participated in this excitement. On movie nights, she took up her grandmother's ritual, dressing in white and silently waving a pro-ERA banner. On her scarf, she wears the badges that Donna passed on to her, including a half-century-old relic that reminds her that it is up to her to continue the fight. Looking at her, Donna has tears in her eyes: "I dream of this day when equality for my granddaughters will be enshrined in the Constitution. The fact that Madison was a part of this with me is incredible. I know now that even if I don't succeed in my lifetime, she will carry the torch for me. "

In the Senate and the House of Delegates in Richmond, the January vote also marked this handover. During her speech, delegate Vivian Watts, 79, held up a photo of herself protesting in the late 1970s. In the same chamber, her colleague Danica Roem, 35, wore a pro-ERA necklace as her mother had received by subscribing to the feminist magazine Ms. in 1977. For Vivian Watts, the number of years did not alter the force of the amendment. "In the 1970s, the ERA was important because it said: don't call me inferior. Today we have acquired rights, but we want to make sure that we stand on a solid legal basis," she explains, emphasizing the collective nature of this victory. Aware of participating in History, delegate Danica Roem ingrained this moment in her flesh. "I've dreamed of a tattoo since I was a teenager. I

wanted something very special and, frankly, how many times in your life do you get the opportunity to amend the Constitution of the United States? » she calls out to us, showing off the text of the ERA tattooed on her arm. Virginia's first transgender elected official, Danica Roem sees the strength that this text carries today for LGBTQ people: "The ERA is fundamentally based on the concept of intersectionality. Transgender, queer: no woman is forgotten. And you will notice the way the text is written: it does not specify female or male gender, it is written for everyone. »

Thanks to their vote, in Virginia, the battle is won. But the war is now national. Activists must convince Congress to overturn the 1982 deadline so that the text finally becomes a reality. The House of Representatives voted to do so on February 13, 2020, leaving the Senate to do the same. Except that with a Republican majority, the Senate is proving difficult to convince. Rosie Couture and the teenagers of Generation Ratify have heard the stories of their ancestors, they know that the road will be chaotic, but they refuse to let it be as long as for their elders. Rosie is optimistic: "The ERA will be passed in early 2021. Once we elect a president and a senate that believe in equality, it will be done. »

^{*} Poll The Associated Press-NORC Center for Public Affairs Research.